

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 413 CHILI: LE GENERAL PINOCHET FACE AUX SYNDICATS

Le 23 novembre 1977, le chef de l'Etat chilien prononçait devant cinq cents délégués syndicaux, et en présence des ministres des finances et du travail, un discours dont nous donnons le texte ci-dessous. Cette déclaration étonnante est intéressante à plusieurs titres:

- 1) elle illustre la manière "virile" du général Pinochet quand il parle à des ouvriers;
- 2) elle illustre l'intérêt que représente le problème du niveau de vie des populations laborieuses dans la politique économique du gouvernement;
- 3) elle constitue une réponse dilatoire aux attentes des syndicats tant sur le plan des revendications de base que sur celui de la normalité constitutionnelle (cf DIAL D 400);
- 4) elle est une attaque en règle contre le Vicariat à la solidarité, organisation d'action sociale du diocèse de Santiago, à la suite de l'arrestation de dirigeants politiques et syndicaux, le 16 novembre, dans des locaux de l'archevêché (l'opération menée dans la Maison de retraites du diocèse a provoqué une réaction très vive des autorités ecclésiastiques le 30 novembre suivant).

Les organisations syndicales, dans un communiqué daté du 25 novembre, devaient réagir vivement aux propos du président de la République et à l'arrestation de cinq dirigeants syndicaux.

Le 21 décembre, le général Pinochet annonçait pour le 4 janvier 1978 un "référendum" sur les accusations de violation des droits de l'homme portées contre le Chili par les Nations-Unies le 16 décembre 1977.

(Note DIAL)

DISCOURS DU GENERAL PINOCHET DEVANT LES SYNDICATS
(Intertitres de DIAL)

Messieurs les Ministres,
Messieurs les Dirigeants syndicaux,
Mesdames et Messieurs,

J'ai la réputation d'être et je suis un homme franc. Comme je ne suis pas politicien, je dis souvent la vérité abruptement, brutalement, mais je la dis. Je crois que cette manière virile d'être franc, les yeux dans les yeux, sans user de faux-fuyants, sans cacher la vérité et sans faire illusion, a été la meilleure façon pour les travailleurs du Chili de comprendre le président de la République. C'est avec cette franchise que je suis ici et aujourd'hui devant vous.

(La nécessaire discipline nationale)

En premier lieu, messieurs, si le Chili a fait un miracle, comme le disait un économiste ces jours-ci, un miracle économique, cela est dû en particulier à ce que nous tous, chiliens d'esprit nationaliste, nous nous sommes imposé une discipline. Nous avons travaillé en pensant à notre patrie, en pensant que le danger venant du dehors est très grand et que la première chose à faire pour affronter ce danger, c'est de nous unir. C'est pour cela qu'il existe aujourd'hui, chez nous, une discipline du travail qui est exemplaire pour l'Amérique et, sans doute aussi, pour le monde entier.

Dans mon discours de Chacarillas, quand j'ai parlé aux politiciens - je ne parle pas d'eux tous mais seulement de ceux qui manifestent de l'intérêt - j'ai expliqué que la voie de la récupération politique était relativement étroite: il fallait partir du cadre constitutionnel du pays. C'est-à-dire que nous devions, en premier lieu, travailler à une structuration interne qui nous permette de nous protéger du danger de l'action adverse telle que nous l'avons malheureusement expérimentée voici quelques années. La nouvelle constitutionnalité doit nous garantir contre le retour du marxisme; mais c'est un processus qui demande du temps. Quelles ont alors été les critiques? (Je parle des hommes des partis politiques, des gens très respectables! mais des gens de partis et d'autres, des politiciens, très respectables! Ils veulent revenir en arrière.) La constitution ne les intéresse pas. Ils parlent tous du temps qui presse, alors que nous avons le temps et qu'il faut procéder par étapes. Ils ne se demandent pas si le cadre constitutionnel est bon ou mauvais, ils parlent du temps qui presse! Ils se sont rendu compte qu'au moment où ils pourront agir, ils seront devenus plus vieux que moi. Mais ils ont du mal à s'y faire. Et c'est pour ça qu'ils travaillent de l'intérieur et de l'extérieur.

J'ai la preuve de l'existence d'un plan d'action monté à l'étranger et destiné à être appliqué dans le pays. Il y a le fameux Groupe des dix (dont certains sont ici, je crois) qui est en collusion avec les politiciens... Il y a quelques jours je les ai surpris à un certain endroit, Messieurs, et je les ai pris en photo pour qu'ils n'aillent pas dire que c'étaient des mensonges (1). Les voilà! De quoi parlent-ils? De rien d'autre que de créer des problèmes au gouvernement pour revenir le plus vite possible à la vieille politicaille et à la démagogie. Rien que ça! En fomentant, Messieurs, l'indiscipline. En préparant, Messieurs, des actions contraires au gouvernement. Ils n'ont pas le souci de la patrie. Ils disent que c'est pour revenir à la démocratie. Quelle démocratie? je vous le demande. Celle qui porte ce nom? car... mais je ne vais pas insister. Non, c'est une autre démocratie. Celle que recherche le gouvernement dans les circonstances actuelles, c'est une démocratie qui nous permette de vivre en liberté, mais protégés. C'est ça qu'ils ont du mal à comprendre.

Dans un instant, je vais vous dire quelles sont les mesures que j'ai prises concernant ces messieurs les gêneurs - concernant certains, car certains autres ne sont déjà plus chez nous! -. Ces messieurs ont cru que parce que le gouvernement essaie d'être juste, parce qu'il ne veut pas créer de problèmes en laissant les travailleurs, les citoyens, s'exprimer librement, ils ont cru que celui qui vous parle et ceux qui sont à mes côtés avaient perdu leur ceinture de pantalon. Eh bien, non, messieurs! Grâce à Dieu, mon pantalon est bien accroché, et solidement. Il n'y a pas de danger de ce côté-là.

(La politique économique du gouvernement)

On m'adresse très souvent des critiques sur ma politique économique de soutien à l'importation et à l'exportation. Vous avez entendu le ministre des fi-

(1) Allusion à la perquisition effectuée dans la Maison de retraites du diocèse de Santiago, le 16 novembre 1977 (N.d.T.).

ances. Je tiens à ajouter mon point de vue, celui de quelqu'un qui s'y connaît assez au plan général. Je vous dis donc: eh oui, prenons l'argent des riches! Prenons-leur! Combien allons-nous en tirer, Messieurs?, comme on disait si joliment autrefois... Nous toucherons dix pesos par tête, en exagérant un peu. Mais je sais qu'il est contre (je vois le ministre qui me regarde), c'est l'argent qui est contre, car nous sommes endettés. Si nous prenons l'argent pour le répartir, c'est nous tous qui devons payer de notre poche. La dette est très importante et... bref! Supposons qu'on se le partage, cet argent. Cela ne ferait qu'une fois, messieurs, une fois seulement et, après, fini... Il nous faudrait ensuite recommencer à travailler pour récupérer l'économie et faire revenir le pays à une vie normale.

On me critique pour les importations de voitures (oh là là!). L'autre jour, une personne me disait, là-bas dans le sud: toutes ces autos, c'est que pour les riches; les pauvres, eux... Non, Messieurs, celui qui fait venir une auto - c'est ce que j'ai répondu l'autre jour - donne à l'Etat les deux tiers de son prix. Une automobile qui coûte, disons, 9.000 dollars, rapporte à l'Etat 3 ou 6.000 dollars. Et l'Etat distribue cet argent dans son budget d'éducation, de travaux publics, de santé, d'habitat, etc. Nous avons ainsi des rentrées et ensuite, combien me rapporte l'essence? Car l'auto marche à l'essence. Eh bien! Messieurs, ça rapporte dix milliards l'impôt sur l'essence, disons, sur les combustibles en général. Cela veut dire que la personne qui a une auto donne à l'Etat une certaine somme d'argent qui est distribuée par l'Etat. De plus, cette auto donne du travail au pompiste, au mécanicien, au carrossier; elle paie un péage quand elle sort de Santiago. Bref, c'est un moyen indirect pour l'Etat de faire rentrer de l'argent. Voilà comme je vois la question, de même que tous ceux qui étudient la problématique de l'extérieur.

Par contre, si vous voulez prendre 6.000 dollars à un citoyen, celui-ci est capable de cacher ces 6.000 dollars, ou de les enterrer pour ne pas les donner à l'Etat. Voilà la différence, Messieurs. Je vous en prie, Messieurs les dirigeants syndicaux: je suis honnête quand je vous parle, je n'ai jamais eu d'autre souci que celui de ma patrie! Je veux que le niveau de vie monte, mais pas de façon égalitaire, car c'est impossible. Il faut qu'il monte de façon à permettre à tous les chiliens d'accéder à une vie décente.

(La suppression du mot ouvrier)

Maintenant, Messieurs, je vous donne quelques informations à caractère social. D'abord, je dois vous dire que le décret-loi réformant le Livre I du Code du travail est en cours d'acheminement. Pour l'essentiel, Messieurs, ce qui fait la noblesse de ce travail, c'est que nous avons fait le pas historique le plus grand qui soit, à mon sens: nous avons supprimé les différences qui existaient jusqu'à maintenant entre employés et ouvriers. Je considère, en effet, que le mot "ouvrier" était un terme méprisant pour un chilien. C'en est fini, Messieurs! Désormais, nous sommes tous des travailleurs, du président de la République jusqu'en bas.

J'ai également le plaisir d'annoncer aux travailleurs que le nouveau régime de contrats collectifs a été envoyé par mes soins au Conseil d'Etat pour appréciation. Au reçu de sa réponse, je ferai passer le décret-loi correspondant.

C'est également dans les jours prochains, Messieurs, que sera rendu public, pour application dans les délais les plus brefs, un nouveau système de participation, au niveau des travailleurs et des chefs d'entreprise. Ceux-ci vont constituer, conjointement avec les autorités gouvernementales de haut niveau,

un Conseil du travail (une chose dont on me parlait ici et là) destiné à accueillir les principales préoccupations des travailleurs et des chefs d'entreprise. Il sera un lieu de rencontre avec les autorités, avec pouvoir d'étudier, d'analyser et de régler les problèmes sociaux.

(Réajustement salarial)

Voyons rapidement quelques aspects économiques du problème. Messieurs, ce n'est pas parce que je serais un homme froid, comme certains le croient; c'est parce que nous devons être convaincus que le pays est en train d'avancer. Je voudrais aller à 100 à l'heure, mais la réalité du pays ne nous permet pas d'aller à plus de 10 à l'heure. Certains sont pleins d'ardeur... Si seulement tout le monde était dans ce cas, Messieurs. Aujourd'hui les disponibilités financières sont suffisantes non seulement pour être bien chez soi, mais aussi pour profiter un peu de la vie.

Messieurs, le gouvernement a entendu les dirigeants syndicaux. L'année dernière j'ai écouté avec attention les déclarations de certains dirigeants. Je me rappelle textuellement les paroles de M. Flores quand il s'adressait à moi: Monsieur le Président, augmentons le pouvoir d'achat... Cette année, à partir du mois de janvier, il n'y a plus de salaire inférieur à 2.000 pesos; c'est un point de départ pour avancer... Non?... à partir de l'année prochaine... le 1er janvier 1978, oui, ça part de cette date. Ensuite, Messieurs, j'ai décidé qu'en plus du réajustement salarial de fin d'année, il serait accordé une prime de Pâques comme la précédente. Certains vont dire: c'est peu. Messieurs, ce peu me coûte 340.000 millions de dol... de pesos. Eh oui! Voilà ce qui va se passer.

J'ai également demandé qu'on m'informe le plus tôt possible sur la situation d'EMPORCHI et des dockers. J'espère avoir une réponse aujourd'hui ou demain. Et M. le Ministre vous la donnera pour que vous puissiez la transmettre aux travailleurs, ainsi que vous me l'avez demandé par l'intermédiaire du ministre.

La même chose pour le cuivre. Les personnes arrêtées hier à El Salvador ont déjà été libérées, suite à votre demande, M. Castillo... mais ne me demandez pas davantage. En ce qui concerne la situation à El Teniente, j'ai ordonné de revoir la chose en vue d'un jugement par les tribunaux. Mais il n'y aura pas d'amnistie. Pas question. Je vais revoir le problème, Medina, mais sans amnistie. C'est la vie. Celui qui a péché, a péché, n'est-ce pas mon ami?

L'année prochaine, Messieurs, il n'y aura qu'un seul réajustement salarial à la fin de l'année. J'ai demandé au ministre des finances qu'il soit identique à celui de cette année. Trois réajustements en un an... Je vais cependant étudier la possibilité d'un réajustement au cas où l'IPC ne me monte en trois mois à 15%. Je m'explique. Si, au lieu des cinq ou six mois prévus, c'est en deux ou trois mois que l'IPC monte subitement à 15%, sachez que cette augmentation incontrôlée de l'inflation sera automatiquement compensée. J'espère que cela ne se produira pas.

(Les droits de l'homme et le Vicariat à la solidarité)

Sur le plan politique, comme je vous l'ai dit, Messieurs, la campagne internationale est très forte. Cette campagne n'est pas seulement menée de l'étranger par M. Allana et autres gens du même acabit. C'est d'ici aussi, Messieurs, qu'elle est menée (certains de leurs auteurs se trouvent pour l'instant en dehors du pays).

Il y a aussi par ici une organisation dont je ne vais pas dire le nom parce que je ne veux me battre avec personne, mais qui met sur tout le mot de solidarité. Ma question est celle-ci: solidarité avec qui? Avec les communistes, ou avec le pays? Car le rapport Allana, Messieurs, reproduit textuellement des paroles que j'ai lues dans une revue publiée par cette organisation... textuellement... le rapport Allana... Cela veut dire qu'on transmet à l'étranger des informations qui sont fausses. Et même si elles étaient vraies, nous n'avons pas à montrer là dehors ce qui se passe chez nous. Le linge sale se lave en famille, Messieurs!

Le refrain des droits de l'homme leur a passé... du moins il diminue. Je vous signale, Messieurs, que j'ai comme l'impression qu'il y a par derrière une organisation... je ne sais pas si c'est la même... c'est que je suis des fois un peu ignorant dans ce genre de choses. Mais je sais qu'elle reçoit de l'argent d'un fameux Comité mondial d'Eglises qui se trouve à Genève. C'est cet organisme qui a financé la subversion en Afrique, pour les groupes extrémistes. C'est ce même groupuscule qui envoie des sous ici. Je crois qu'il s'agit de 2.000... 2.800.000 dollars qu'ils envoient ici. Logiquement, celui qui reçoit des sous comme ça devrait s'en passer par la suite si, par hasard, il ne continuait pas à s'agiter pour continuer à en recevoir... Je crois que c'est là une des raisons. Le petit jeu des droits de l'homme est terminé pour eux, Messieurs, alors ils se mettent à parler de la situation économique et sociale. Toute leur artillerie sur ça. Vous verrez comme ils savent faire de l'agitation permanente!

(Arrestation de dirigeants syndicaux)

Voilà maintenant, Messieurs, qu'ils se mettent à exciter les gens dans les questions du travail. Je vous le répète, Messieurs, le pays a besoin de discipline s'il veut progresser. Je suis le premier à savoir écouter. Les dirigeants syndicaux le savent bien. Tout problème qui m'arrive par les canaux normaux, je lui cherche aussitôt une solution. Hier encore, M. Castillo parlait de ces affaires par téléphone. Tous ceux qui s'adressent à nous peuvent parler. Et je suis le premier à chercher une solution. Mais ne me venez pas avec l'indiscipline au travail, car cela c'est la fin de tout.

Messieurs, étant donné que certains dirigeants syndicaux font plus de la politique qu'autre chose, j'ai ordonné leur arrestation et on est en train de me les envoyer passer des vacances dans la région Nord, à la Cordillère: Purtre, Visviri, Parinacota et assimilés. A l'heure qu'il est, ils doivent être dans l'avion qui les emmène, ou ils vont bientôt le prendre... Voilà ce que j'avais à vous dire. On ne me la fait pas, à moi! Au gouvernement non plus, Messieurs! Ces dirigeants syndicaux combien sont-ils? Cinq? Oui, cinq.

Je termine, Messieurs, en vous exprimant ma satisfaction de vous avoir rencontré. Nous allons faire l'année prochaine, en mars, une réunion au cours de laquelle vous, les dirigeants syndicaux, vous parlerez de vos affaires avec la base; vous présenterez des situations, mais des situations réelles, et non pas des illusions irréelles. Des situations concernant le travail. Ne me venez pas avec des affaires politiques. En mars nous reparlerons de tout cela, nous approfondirons le sujet et nous chercherons des solutions. Je crois que pour ces contacts gouvernement-dirigeants syndicaux, le Comité que je suis en train de créer va permettre, Messieurs, une chose plus solide, une harmonie plus grande et surtout une bonne union pour continuer à édifier le pays. Nous devons bâtir le Chili, laisser un Chili sans hypothèque comme celle dont nous avons hérité.

Merci, et à la prochaine.

(Traduction DIAL)

Abonnement: France 160F - Etranger 185F (avion: tarif spécial)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

D 413-5/5

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441